

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 février 2019
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 15 février 2019, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

Comme suite à la demande formulée par le Conseil de sécurité au paragraphe 61 de sa résolution [2409 \(2018\)](#), j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une mise à jour des progrès réalisés aux niveaux politique et technique, au cours de la période du 1^{er} au 31 janvier 2019, pour ce qui est des élections du 23 décembre 2018 en République démocratique du Congo, ainsi que des obstacles entravant la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António **Guterres**



Annexe

Mise à jour communiquée par le Secrétaire général sur les progrès réalisés au 31 janvier 2019 en ce qui concerne le processus électoral et l'application de l'accord politique du 31 décembre 2016 en République démocratique du Congo

1. La présente mise à jour, qui porte sur la période allant du 1^{er} au 31 janvier 2019, est soumise en application de la résolution [2409 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, dans laquelle ce dernier a prié le Secrétaire général de le tenir informé par écrit, tous les 30 jours, des progrès réalisés aux niveaux politique et technique vers la tenue des élections en République démocratique du Congo, ainsi que des obstacles qui pourraient se poser dans la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016.

I. Principaux faits politiques touchant au processus électoral et à l'application de l'accord politique

2. La période ayant suivi les élections présidentielles, législatives et provinciales du 30 décembre 2018 a principalement été marquée par l'attente des résultats, qui s'est terminée avec l'investiture de Félix Tshisekedi au poste de Président, le 24 janvier. Les missions d'observation électorale déployées par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont constaté que les élections s'étaient déroulées dans un climat globalement pacifique, malgré quelques difficultés logistiques. Elles ont par ailleurs émis un avis assez positif sur l'utilisation des machines de vote et encouragé les parties à régler tout différend électoral par le truchement des mécanismes juridiques existants.

3. À l'issue du scrutin, les missions nationales d'observation qui avaient été dépêchées par des organisations de la société civile et des groupes d'inspiration religieuse, notamment la Conférence épiscopale nationale du Congo et la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections, ont publié des rapports préliminaires sur le processus électoral. Notant l'enthousiasme de la population à élire ses représentants, la Conférence épiscopale nationale et la Synergie des missions d'observation citoyenne ont toutefois relevé plusieurs problèmes le jour du scrutin, notamment l'ouverture tardive de certains bureaux, le dysfonctionnement de quelques machines de vote et des tentatives isolées d'influencer les électeurs. La Commission électorale nationale indépendante a indiqué que les bureaux de vote qui avaient ouvert en retard étaient restés accessibles jusqu'à une heure plus avancée et que des techniciens avaient été déployés pour réparer les machines défectueuses, tout en soulignant que, dans 95 % des cas, le matériel avait bien fonctionné.

4. Le 3 janvier, le Secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Donatien Nshole, a publié une déclaration dans laquelle, d'une part, il indiquait que les feuilles de pointage recueillies dans les bureaux de vote par la Conférence « consacraient le choix d'un candidat comme président de la République » et, d'autre part, appelait la Commission électorale à « publier les résultats des élections dans le respect de la vérité et de la justice ». Le 4 janvier, le Président de la Commission électorale, Corneille Nangaa, a adressé une lettre à la Conférence, dans laquelle il condamnait la déclaration de M. Nshole, invoquant différentes lois qui interdisaient la publication des résultats par toute institution autre

que la Commission. Le 4 janvier également, Barnabé Kikaya Bin Karubi, principal conseiller diplomatique de l'ancien Président, Joseph Kabila, en a fait de même, affirmant que cette déclaration était anticonstitutionnelle et allait à l'encontre de la loi et du code de conduite électoraux. Le 5 janvier, le Président de la Conférence épiscopale, Marcel Utembi, a répondu à la lettre de la Commission et indiqué que la Conférence n'avait violé aucune loi et était disposée à donner à la Commission davantage d'informations sur la méthode utilisée pour compiler les résultats du scrutin.

5. Initialement prévue pour le 6 janvier, la publication des résultats provisoires des élections a été reportée par la Commission électorale au 10 janvier. C'est finalement Félix Tshisekedi, de la coalition Cap pour le changement, qui a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle avec 38,57 % des voix, devant Martin Fayulu, de la coalition Lamuka, avec 34,83 % des voix, et Emmanuel Ramazani Shadary, du Front commun pour le Congo, jusqu'alors au pouvoir, avec 23,84 % des voix. Le taux de participation électorale a été de 47,7 %. Les résultats provisoires des élections provinciales, qui, selon le calendrier électoral, devaient être communiqués le 23 janvier, ont finalement aussi été annoncés le 10 janvier pour 23 des 26 assemblées concernées et le 12 janvier pour les 3 dernières. D'après une première analyse de ces résultats, le Front commun pour le Congo devrait obtenir une majorité de sièges dans 23 des 26 assemblées provinciales, ce qui lui permettra de jouer un rôle décisif dans l'élection des gouverneurs, des vice-gouverneurs et des sénateurs. Le 12 janvier, la Commission électorale a également publié une liste provisoire de 485 candidats élus à l'Assemblée nationale. Le Front commun pour le Congo a remporté plus de 330 sièges, alors que le Cap pour le Changement et la coalition Lamuka en ont obtenus respectivement une cinquantaine et une centaine. Au moins 50 femmes ont été élues à l'Assemblée nationale, soit un nombre pratiquement identique à celui de la législature sortante. Quinze sièges doivent encore être attribués dans les circonscriptions de la ville de Beni, du territoire de Beni, de Butembo (Nord-Kivu) et du territoire de Yumbi (Maï-Ndombe), où les élections ont été reportées au mois de mars.

6. À quelques exceptions notables près, les premières réactions à l'annonce des résultats provisoires du scrutin présidentiel étaient modérées, les partisans de M. Tshisekedi se rassemblant pour des célébrations spontanées à Kinshasa et dans plusieurs autres villes du pays. Ce dernier a salué le travail du Président de la Commission électorale, félicité ses adversaires pour leur candidature, et assuré vouloir être « le président de tous les Congolais ». Il a également rendu hommage à l'ancien Président, Kabila. Tout en regrettant que leur candidat n'ait pas remporté les élections, les principaux membres de la majorité au pouvoir ont salué les résultats provisoires.

7. M. Fayulu a rejeté, quant à lui, les résultats provisoires publiés par la Commission électorale, affirmant qu'ils n'avaient « rien à voir avec la vérité des urnes », et appelé le peuple congolais à résister à ce qu'il qualifiait de « putsch électoral ». Il a également enjoint l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la SADC et les dirigeants du monde entier à se montrer solidaires du peuple congolais, dans l'attente des résultats définitifs. La Conférence épiscopale nationale du Congo a publié une déclaration dans laquelle elle constatait que les résultats provisoires de l'élection présidentielle n'allaient pas dans le sens des données recueillies par ses observateurs et exhortait les parties prenantes congolaises à user de moyens légaux pour les contester. Les Ministres belge et français des affaires étrangères ont exprimé des doutes quant à la crédibilité des résultats. Le 12 janvier, M. Fayulu a contesté les résultats provisoires devant la Cour constitutionnelle et demandé, entre autres choses, un nouveau dépouillement des voix. Le même jour, Théodore Ngoy, également

candidat à la présidence, a déposé une plainte devant la Cour pour s'opposer à la décision prise par la Commission électorale de reporter la tenue des élections à Butembo et dans la ville de Beni, le territoire de Beni et le territoire de Yumbi. Le Front commun pour le Congo n'a, quant à lui, déposé aucune plainte concernant les résultats.

8. Entre les 10 et 14 janvier, après l'annonce des résultats provisoires, des actions violentes isolées se sont produites à Kinshasa et dans différentes villes des provinces de l'Équateur, du Kasaï, du Kwilu, du Haut-Katanga, du Nord-Kivu et de la Tshopo, faisant plusieurs morts et plusieurs blessés.

9. Le 13 janvier, le Président de la Zambie, Edgar Lungu, en sa qualité de Président de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC, a publié un communiqué dans lequel il préconisait un recomptage des voix et appelait à un règlement politique négocié ouvrant la voie à la création d'un gouvernement d'unité nationale. Le même jour, le Président du Congo, Denis Sassou N'guesso, a lui aussi appelé à un recomptage des voix et à la formation d'un gouvernement d'unité nationale. M. Fayulu s'est félicité de ces déclarations, remerciant la SADC d'avoir demandé un nouveau dépouillement et faisant remarquer que cette mesure permettrait au véritable vainqueur d'être nommé président. Un porte-parole du Front commun pour le Congo a enjoint les coalitions politiques congolaises et les gouvernements étrangers à s'abstenir de donner des « instructions » à la Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo. Le 14 janvier, le Département des relations internationales et de la coopération du Gouvernement sud-africain a publié une déclaration dans laquelle il demandait à toutes les parties congolaises et à la communauté internationale de laisser les mécanismes constitutionnels et les procédures juridiques internes suivre leur cours. Le même jour, le Ministre zambien des affaires étrangères, Joseph Malanji, a déclaré aux médias sud-africains que le Président Lungu n'avait à aucun moment indiqué aux parties prenantes qu'un recomptage était nécessaire et souligné que la Constitution de la République démocratique du Congo devait être respectée.

10. Le 17 janvier, à Addis-Abeba, un sommet de la Double Troïka de la SADC a été organisé sur la situation en République démocratique du Congo, à l'issue duquel a été publié un communiqué dans lequel la communauté internationale était appelée à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays ainsi que ses procédures juridiques et politiques internes. Le 17 janvier également, toujours à Addis-Abeba, le Président du Rwanda, Paul Kagame, en sa qualité de Président de l'Union africaine, a organisé une réunion consultative de haut niveau sur la question, qui a abouti à la publication d'un communiqué dans lequel les chefs d'État et de gouvernement présents à la réunion « conclu[aient] à l'existence de sérieux doutes quant à la conformité des résultats provisoires des élections [...] avec les votes exprimés », appelaient à « la suspension de la proclamation des résultats définitifs des élections » et indiquaient avoir convenu de dépêcher d'urgence, en République démocratique du Congo, une délégation de haut niveau [...] pour dialoguer avec toutes les parties prenantes congolaises aux fins de parvenir à un consensus sur une sortie de la crise postélectorale dans le pays.

11. Les déclarations d'acteurs régionaux se multipliant, le Ministre de l'information et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a invité les pays voisins de la République démocratique du Congo à s'abstenir de soutenir les plans de déstabilisation et les stratégies extérieures hostiles adoptés par des puissances étrangères. Il a fait observer que les présidents de l'Union africaine et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs devaient s'en tenir à l'exécution du mandat qui leur avait été confié par l'ensemble des États membres, dont la République démocratique du Congo.

12. Le 19 janvier, la Cour constitutionnelle a rejeté le recours déposé au sujet des résultats provisoires du scrutin présidentiel et proclamé M. Tshisekedi Président élu. Selon elle, la demande de M. Fayulu, qui espérait une rectification de la situation et un recomptage des voix, n'était pas fondée, le candidat déchu n'ayant pas apporté la preuve que les résultats n'étaient pas conformes à la réalité. Elle a taxé d'« absurde » cette demande de recomptage, dans la mesure où elle estimait que seule la Commission électorale avait présenté des résultats précis, fiables et honnêtes. Elle a par ailleurs qualifié d'infondée l'affirmation selon laquelle le fait que la Commission ait décidé d'annoncer les résultats provisoires avant la fin de leur compilation violait la loi électorale. Enfin, la Cour a rejeté les appels déposés par MM. Fayulu et Ngoy – selon lesquels le report des élections à Butembo et dans la ville de Beni, le territoire de Beni et le territoire de Yumbi violait le droit constitutionnel au suffrage universel – au motif que la Commission électorale avait pris la décision de reporter le scrutin pour faire face au cas de force majeure représenté par l'épidémie d'Ebola qui sévissait dans cette partie du pays et les conditions de sécurité instables qui y régnaient.

13. Le 20 janvier, M. Fayulu a rejeté la décision de la Cour, arguant qu'il s'agissait d'un « coup d'État constitutionnel », et a déclaré se considérer comme le « seul Président légitime de la République démocratique du Congo ». Il a demandé à la communauté internationale de ne pas reconnaître M. Tshisekedi comme vainqueur des élections et exhorté le peuple congolais à s'opposer à la décision de la Cour en organisant des manifestations pacifiques – appel n'ayant néanmoins pas eu l'effet escompté. Plusieurs candidats à la présidence, des acteurs politiques, notamment de la majorité au pouvoir, et diverses organisations de la société civile se sont félicités de l'arrêt rendu par la Cour. D'autres candidats et représentants de la société civile s'y sont toutefois montrés hostiles, faisant valoir qu'il ne reflétait pas la volonté exprimée par le peuple. Alors qu'il célébrait sa victoire avec les membres de sa coalition et ses partisans, M. Tshisekedi a appelé à l'unité nationale et à la réconciliation.

14. En réaction à l'arrêt rendu par la Cour, la SADC a publié une déclaration de son Président, Hage Geingob, Président de la Namibie, dans laquelle celui-ci félicitait M. Tshisekedi pour sa victoire, exhortait le peuple congolais et les parties prenantes à accepter le résultat du scrutin et à aider le Président élu et son gouvernement à maintenir l'unité, la paix et la stabilité, et revenait sur la nécessité, pour tous les acteurs concernés, de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo. Le Président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ainsi que d'autres présidents d'États africains et dirigeants mondiaux se sont fait l'écho du Président de la SADC et ont félicité M. Tshisekedi de son élection. Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a fait une déclaration dans laquelle il a indiqué que la Commission « pren[ait] note » de la décision de la Cour constitutionnelle et annoncé le report – sans préciser de nouvelle date – de la visite de la délégation des chefs d'État africains, dont l'arrivée à Kinshasa était prévue le 21 janvier.

15. Le Ministre belge des affaires étrangères, Didier Reynders, a exprimé des doutes quant à la transparence des élections et dit espérer que la situation ne dégénère pas en violence. Son homologue français, Jean-Yves Le Drian, a de nouveau émis des « doutes » sur l'issue du scrutin, mais précisé qu'il fallait avant tout chercher à garantir une transition pacifique. Par la suite, la France a pris note de la décision de la Cour et encouragé le Président élu à mettre en place un dialogue avec toutes les parties prenantes congolaises. Un porte-parole de l'Union européenne a déclaré que des « doutes subsist[aient] » sur les résultats des élections. Toutefois, le 22 janvier, lors d'une conférence de presse conjointe organisée à Bruxelles, des représentants de l'Union africaine et de l'Union européenne ont dit prendre note de la décision de la Cour constitutionnelle et déclaré que leurs organisations respectives étaient prêtes à

coopérer avec le président élu. Le 23 janvier, les États-Unis d'Amérique se sont félicités de la proclamation, par la Cour, de M. Tshisekedi comme prochain Président de la République démocratique du Congo et ont encouragé le Gouvernement à faire preuve d'ouverture et à se pencher sur les irrégularités électorales signalées.

16. À la veille de l'investiture du Président élu, le Président sortant, Kabila, a prononcé un discours dans lequel il insistait sur les défis considérables auxquels il avait dû faire face dans les domaines de la politique, de la sécurité et de l'économie lors de son accession au pouvoir, en janvier 2001, après l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila et alors que l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo était menacée. Il est revenu sur les diverses mesures que son gouvernement avait dû prendre pour réunifier le pays par le dialogue politique et en rétablir l'intégrité territoriale, ainsi que pour engager un processus démocratique et mettre en œuvre des plans de redressement économique et de développement. Un nouvel ordre politique ayant vu le jour à l'issue des élections du 30 décembre 2018, il a exhorté toutes les parties prenantes congolaises, quelle que soit leur appartenance politique, à former une large coalition en vue de consolider la démocratie et de défendre la souveraineté du pays.

17. Le 24 janvier, à Kinshasa, M. Tshisekedi a prêté serment devant la Cour constitutionnelle en tant que Président de la République démocratique du Congo, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté le Président sortant, de hauts responsables gouvernementaux, des dignitaires étrangers, des représentants d'organisations de la société civile et de groupes d'inspiration religieuse, ainsi que de nombreux partisans du nouveau Président. Dans son discours inaugural, ce dernier a insisté sur l'importance de la solidarité et de la réconciliation nationale et décrit cette passation de pouvoir comme un moment historique pour la démocratie en République démocratique du Congo. Il a rendu hommage aux anciens chefs d'État et de gouvernement congolais, à savoir Joseph Kasavubu, Patrice Lumumba, Mobutu Sese Seko et Laurent-Désiré Kabila, pour le rôle crucial qu'ils avaient joué en mettant le pays sur la voie de l'indépendance, de la dignité et du développement. Il a également exprimé son estime aux autres candidats à la présidence, MM. Fayulu et Ramazani Shadary, et annoncé que le Ministre de la justice recenserait tous les prisonniers politiques sur le territoire en vue de leur prochaine libération. Il a par ailleurs félicité l'ancien Président, Kabila, pour avoir réunifié le territoire national et permis au peuple congolais de « choisir librement ses dirigeants ». Enfin, il a souligné l'importance de consolider l'état de droit, de promouvoir le respect des droits fondamentaux de la personne et d'adopter une nouvelle loi électorale en vue d'établir des modes de scrutin qui soient mieux adaptés aux réalités du pays. Le 25 janvier, le nouveau Président a rencontré son prédécesseur pour discuter de diverses questions relatives au transfert de ses attributions. C'est à cette date également qu'il a pris ses fonctions, avant de nommer au poste de chef de cabinet l'ancien Président de l'Assemblée nationale, son allié, Vital Kamerhe.

II. Principaux faits survenus sur le plan électoral concernant l'application de l'accord politique

A. Évolution de la situation électorale

18. Le recensement des suffrages a pris un peu plus longtemps que prévu dans le calendrier électoral, sa durée restant néanmoins en grande partie similaire à celle enregistrée pendant les élections de 2006 et 2011. Selon la Commission électorale, l'envoi des résultats aux centres locaux de compilation a été ralenti par plusieurs facteurs, dont des défauts ou des retards de paiement de leur salaire à certains agents

électorales, des erreurs commises par les responsables des bureaux de vote au moment de remplir les feuilles de pointage, des retards dans la livraison de ces documents depuis les bureaux de vote situés dans des zones reculées et des problèmes de connexion à Internet. La Commission a pris diverses mesures pour faire avancer les choses, notamment le versement de primes aux agents électoraux, le déploiement de membres de son personnel depuis le siège vers les zones reculées et le renforcement des contrôles menés dans le centre national chargé d'examiner les résultats compilés. Les missions d'observation électorale ont constaté que, globalement, le processus de compilation des résultats était ouvert aux observateurs et aux représentants de partis politiques, bien que certains se soient plaints d'un manque d'accès.

19. Conformément à sa décision d'assumer l'ensemble des responsabilités financières et logistiques de l'organisation des élections, le Gouvernement n'a pas demandé d'appui logistique à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Le jour des élections, cette dernière a toutefois fourni un appui technique direct limité, à la demande de la Commission électorale. Elle n'a néanmoins participé ni à la compilation ni à la certification des résultats.

B. Restrictions touchant l'espace politique et violences liées à l'application de l'accord politique dans le contexte des élections

20. Certaines violations de la liberté de la presse et de la liberté d'expression ont été enregistrées pendant la période à l'examen. Ainsi, le 1^{er} janvier, à Samba, dans le territoire de Kasongo (province du Maniema), le directeur de Radio Mwangaza et un représentant de la société civile auraient fait l'objet de menaces, après avoir pris part à une émission faisant état d'irrégularités pendant les élections. Les autorités auraient fermé la station de radio en question deux jours plus tard. Le 5 janvier, à Mbuji-Mayi, dans la province du Kasaï-Oriental, un groupe d'individus non identifiés aurait détruit du matériel de la Radio Télévision Debout Kasaï (RTDK), chaîne appartenant à un homme politique proche de l'opposition.

21. Le 1^{er} janvier, le porte-parole de la majorité au pouvoir, André Alain Atundu, a déclaré que si le Gouvernement avait décidé de couper l'accès à Internet et aux services mobiles dans tout le pays à partir du 31 décembre 2018, c'était pour éviter l'apparition d'« intoxications malveillantes et malintentionnées » au sujet des élections sur les réseaux sociaux. Les membres de l'opposition ont vigoureusement protesté contre cette décision, arguant qu'elle empêchait les parties prenantes et le public de suivre le déroulement des élections. Le directeur de campagne de M. Fayulu, Pierre Lumbi, a qualifié cette initiative de « fraude électorale », tandis que des membres de la coalition Cap pour le changement accusaient le Gouvernement de taire la « vérité des urnes ».

22. L'accès à Internet et aux services mobiles a été rétabli le 19 janvier. Plusieurs stations de radio et chaînes de télévision privées proches de l'opposition ont rouvert leurs portes entre le 21 et le 24 janvier. Radio France Internationale s'est quant à elle remise à émettre le 21 janvier.

23. De manière générale, la situation en République démocratique du Congo est restée relativement calme une fois les résultats provisoires, puis définitifs, annoncés. Toutefois, immédiatement après l'annonce des résultats provisoires, des rassemblements organisés pour célébrer l'issue du scrutin ou, au contraire, s'y opposer ont été violemment réprimés par les forces de sécurité nationales, notamment dans les provinces du Kasaï et de la Tshopo. Ainsi, le 10 janvier, à Mutshima, dans le territoire de Kamonia (province du Kasaï), un homme participant à un rassemblement festif spontané aurait été tué par des soldats ayant ouvert le feu pour disperser la foule.

Trois personnes, dont une femme, auraient perdu la vie dans des circonstances analogues à Tshikapa, des policiers s'étant mis à tirer à balles réelles pour disperser une manifestation. Dans la province de la Tshopo, plusieurs personnes ont été blessées à Kisangani lors d'affrontements opposant la police à des manifestants qui protestaient contre les résultats provisoires. Plusieurs manifestations de ce type ont été violemment réprimées par les forces de sécurité nationales en divers endroits des provinces de Kinshasa, de l'Équateur, du Haut-Katanga, du Kwilu et du Tanganyika. Au moins 15 personnes, dont 2 garçons et une femme, ont été tuées par les forces de sécurité dans six localités des provinces susmentionnées, et au moins 14 arrestations arbitraires y ont été rapportées. Au Kwilu, bastion électoral de M. Fayulu, des affrontements violents auraient également fait 40 blessés dans les rangs de la police et de l'armée et conduit à la destruction de plusieurs bâtiments et à l'évasion d'un détenu de la prison de Kikwit. À l'annonce des résultats, des actes de représailles auraient par ailleurs été commis par des groupes armés dans le Nord-Kivu. Le 12 janvier, à Ntete, dans le territoire de Masisi, six personnes, dont trois mineurs et une femme, ont été tuées et une femme a été violée lors d'une attaque perpétrée par des membres présumés de groupes armés, notamment du groupe Nduma défense du Congo-Rénové et de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain-Mapenzi, qui ont ouvert le feu sans discernement sur des civils, leur reprochant de ne pas avoir voté pour le bon candidat. Le 14 janvier, à Mashaki, toujours dans le territoire de Masisi, les mêmes groupes ont tué trois femmes et un adolescent de 16 ans. D'autres cas de violence isolés, teintés de tensions ethniques, ont été signalés dans certaines régions des provinces de Kinshasa et du Kasai.

C. Mesures de confiance

24. Peu de progrès ont été faits dans l'application des mesures de confiance énoncées dans l'accord politique du 31 décembre 2016. Toutefois, deux dirigeants de l'opposition politique, Jean-Claude Muyambo et Gérard Mulumba, emprisonnés respectivement pour vente illégale de biens et atteinte au chef de l'État, lesquels avaient été graciés par le Président Kabila le 29 décembre 2018, ont été libérés le 3 janvier 2019.

III. Exercice de bons offices en vue de l'application de l'accord politique

25. Dans l'exercice de son mandat de bons offices, ma Représentante spéciale, Leila Zerrougui, a tenu des réunions avec les principales parties prenantes, notamment le Président Kabila et les candidats à la présidence, en vue de désamorcer les tensions à l'approche de la publication des résultats provisoires des élections. Elle a exhorté les candidats à la présidence à œuvrer à la conclusion pacifique du processus électoral grâce au dialogue et à faire appel aux mécanismes judiciaires existants pour régler tout litige. Elle a tenu plusieurs réunions avec la Commission électorale, des organisations de la société civile et des groupes d'inspiration religieuse, tels que la Conférence épiscopale nationale du Congo. Elle a également entretenu des échanges réguliers avec le représentant de l'Union africaine à Kinshasa et les principales parties prenantes après que la Cour constitutionnelle a rendu sa décision. Dans le cadre de sa mission de bons offices, elle a rencontré le Président Tshisekedi et M. Fayulu les 29 et 30 janvier, respectivement.

26. Au niveau régional, mon Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, Said Djinnit, a poursuivi le dialogue engagé à l'appui d'une action préventive concertée avec les principaux pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la

coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Insistant sur l'importance d'une collaboration étroite, il a tenu une série de consultations avec de hauts responsables des Gouvernements angolais et congolais, les garants de l'Accord-cadre (à savoir l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la SADC) et l'Union européenne.

IV. Observations

27. Je tiens à féliciter le peuple congolais et toutes les parties prenantes nationales pour le climat globalement pacifique dans lequel se sont tenues les élections présidentielles, législatives et provinciales. Tout en déplorant les troubles qui ont eu lieu, je salue la détermination et la retenue manifestées par la population, les acteurs politiques et les forces de sécurité nationales. Je suis par ailleurs reconnaissant aux acteurs nationaux et régionaux d'avoir respecté le processus électoral et tenu compte des appels lancés par l'Union africaine, la SADC, la Conférence épiscopale nationale du Congo, la société civile et d'autres entités en vue du règlement de tout contentieux électoral par des moyens légaux. Je note toutefois la méfiance exprimée par divers acteurs de l'opposition, de la société civile et de la communauté internationale à l'égard d'éléments clefs du processus électoral, notamment concernant le recensement des suffrages.

28. Je prends note de la décision rendue par la Cour constitutionnelle et félicite M. Tshisekedi de son élection à la présidence de la République démocratique du Congo. Je note également le rôle joué par l'ancien Président Kabila, qui a veillé au transfert pacifique du pouvoir à son successeur et permis, pour la première fois depuis l'indépendance du pays, une transition politique harmonieuse. Je demande instamment à l'ensemble des parties prenantes congolaises de maintenir le dialogue, de faire passer l'intérêt national avant toutes considérations partisans et de promouvoir le consensus.

29. La prestation de serment du nouveau Président, le 24 janvier, marque l'aboutissement de la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016. En dépit de certains contretemps, notamment en ce qui concerne l'application des mesures de confiance, cet accord a permis un transfert pacifique du pouvoir et l'élection de nouveaux représentants politiques aux niveaux national et provincial, ce qui constitue un remarquable succès pour la République démocratique du Congo.

30. J'encourage les acteurs régionaux et internationaux à continuer de soutenir la République démocratique du Congo dans les efforts qu'elle déploie pour consolider ses institutions démocratiques en vue de renforcer les fondements de l'état de droit, la promotion et la protection des droits de l'homme et la mise en place d'un système de gouvernance responsable, efficace et équitable au profit de tous les citoyens. Je remercie ma Représentante spéciale, l'équipe de pays des Nations Unies et tout le personnel des Nations Unies, qui continuent d'appuyer, à différents niveaux, le Gouvernement et le peuple congolais.